FEMMES ET RETRAITES : des raisons de plus d'entrer en lutte !

Le risque d'accroissement de la pauvreté parmi la population de soixante ans et plus doit d'autant plus être pris au sérieux que les retraité-e-s de demain auront, en tant que salarié-e-s, subi les coups (coûts ?) de la crise des deux dernières décennies. La réforme des retraites annoncée n'a pas pour but de réduire les inégalités entre riches et pauvres, elle aura donc pour effet d'aggraver les disparités déjà constatées entre hommes et femmes.

ELLES perçoivent moins de revenus à la retraite.

Le niveau de pension de droit direct était en France en 2001 de 650 • en moyenne pour les femmes et de 1383 • pour les hommes. Ces différences sont liées à la persistance d'inégalités sur le marché du travail et à la différenciation des rôles entre hommes et femmes au sein de la famille.

Les avantages familiaux et conjugaux représentent 20% des montants versés pour les retraites. Du fait des différences de salaire, les bonifications pour enfants rapportent 2 fois plus aux hommes qu'aux femmes (129 • contre 64 • par mois)

ELLES ont des carrières incomplètes.

Les femmes liquident leur pension de retraite plus tard que les hommes (différence de 2 ans). Elles travaillent plus longtemps. Elles cotisent moins (122 trimestres pour les femmes et 160 pour les hommes). Les femmes n'ont donc pas en

général de retraite à taux plein.

Ce phénomène perdure notamment suite aux avantages financiers faits aux entreprises qui embauchent à temps partiel.

ELLES ont des salaires inférieurs.

Le salaire des femmes représente 80% de celui des hommes. Les femmes rémunérées au SMIC sont 2,5 fois plus nombreuses que les hommes. 80% des travailleurs pauvres sont des femmes touchant moins de 750 • par mois.

Introduire la capitalisation pour compléter la retraite, bénéficiera d'abord aux salaires élevés et mettra en péril le

système par répartition.

En Angleterre par exemple à la suite des évolutions du système général des retraites, de plus en plus de femmes âgées tombent en dessous du seuil de pauvreté et ont recours aux services d'assistance.

ELLES subissent une politique de "retour au foyer" et ne cotisent plus

L'extension de l'APE (allocation parentale d'éducation) dès le deuxième enfant a eu pour effet le retour au foyer de 500 000 femmes. Les femmes les moins qualifiées préfèrent se retirer du monde du travail vu les salaires pratiqués et le type d'emploi proposé (temps incomplet).

Les projets du gouvernement Raffarin en matière de politique familiale vont aggraver ce phénomène (APE dès le premier enfant, suppression des fonds spécifiques pour le développement des crèches collectives...).

L'emploi et le salaire d'aujourd'hui déterminent la retraite de demain. Les mesures Balladur pour le privé ou celles de Raffarin pour le public vont encore appauvrir l'ensemble des retraité-es et particulièrement les femmes.

**TOUTES ET TOUS ENSEMBLE EN LUTTES POUR
REDUIRE LES INEGALITES ET CONTRE LA
REGRESSION SOCIALE GENERALISEE !**

- ◆ La retraite par répartition à 60 ans à taux plein
- ◆ Privé/public : 37,5 annuités pour toutes et tous
- ◆ L'abrogation de mesures Balladur
- ◆ Un financement des retraites par une autre répartition des richesses
- ◆ Arrêt des licenciements et de l'emploi précaire
- ◆ La cotisation à taux plein au régime de base et

aux régimes complémentaires pendant les congés de maternité

- ◆ Majoration du taux de cotisation des employeurs qui imposent le temps partiel
- ◆ Le développement d'un service public de garde d'enfants, des services de proximité et d'aide à la dépendance.

→→→→ **VOIR AU DOS**

Au delà de ces revendications il apparaît de plus en plus nécessaire d'élaborer des revendications précises pour contrer le processus et unifier les salariés autour de ce qui leur appartient : un juste retour des richesses qu'ils ont produites pour un niveau de vie décent .

Pour pousser plus loin la réflexion, nous vous proposons un débat public ouvert à toutes et tous au mois de mai (date à définir):

“ **quelles revendications pour nos retraites ?** ”

Le groupe “ femme intersyndical de Toulouse ” (FSU, SOLIDAIRES, UD CGT)

Pour nous joindre: FSU: 05 61 43 60 60 - UD CGT: 05 61 21 53 75 - Solidaires: 05 62 14 05 10

Formation
Femmes Intersyndicale
St Denis – 93 , les 20 et 21
mars 2003

Motion

Proposée par les femmes présentes de l'intersyndicale Toulouse

Lors de la formation femmes intersyndicale à Saint-Denis, à l'issue des débats sur les inégalités dont sont victimes les femmes dans leurs droits à la retraite, le risque nous est apparu de voir ces inégalités non traitées lors des discussions et groupes de travail avec le gouvernement sur la réforme des retraites.

C'est la raison pour laquelle nous demandons :

- Que le groupe femmes intersyndical national rencontre les différents partenaires syndicaux amenés à discuter avec le gouvernement afin de les alerter sur le sujet.
- Que soit constitué un groupe expert intersyndical de femmes qui participerait aux discussions et groupes de travail sur la réforme des retraites dans le but de porter cette dimension de manière systématique.

*Intersyndicale femmes Toulouse
(UD CGT, FSU, Solidaires)*